

7. Bladzijde van de wedde- en geldelijke loopbaanfiche voor de ambtenaren die zijn overgeheveld van de voormalige provincie brabant;

8. Evolutie van de baremaschaal van 1 januari 1995 tot 31 december 1996;

9. Handtekening van de Voorzitter van het college en van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Namens het College,

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College

E. TOMAS,
Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt.



F. 99 — 886

[C - 99/31108]

4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 25, 22 et 35

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 et l'article 79bis, insérés par la loi spéciale du 16 juillet 1993,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu les protocoles 97/29 du 23 décembre 1997 et 98/16 du 9 juillet 1998 du Comité du Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 14 mai 1998;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française, du 17 juillet 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE II. — De la formation

Art. 2. Peuvent participer à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 25, les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 24 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Peuvent participer à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 22, les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 20 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Peuvent participer à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 35, les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 34 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Art. 3. Peuvent participer, à titre transitoire, à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 25, les fonctionnaires qui, à la date du 1^{er} septembre 1998, sont titulaires d'un grade de rang 22 et qui comptent une ancienneté de niveau d'au moins 15 ans.

Peuvent participer, à titre transitoire, à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 22, les fonctionnaires qui, à la date du 1^{er} septembre 1998, sont titulaires d'un grade de rang 20 ou 21 et qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Peuvent participer, à titre transitoire, à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 35, les fonctionnaires qui, à la date du 1^{er} septembre 1998, sont titulaires d'un grade de rang 32 ou 33, et qui comptent une ancienneté de niveau d'au moins 15 ans.

Art. 4. La formation est organisée par le responsable de la formation et de l'information des services du Collège. Elle sera entamée pour la première fois dans le courant du dernier trimestre 1998 et aura lieu ultérieurement toutes les années impaires, à partir de 2001.

La formation est confiée à des formateurs extérieurs aux services du Collège, désignés conformément aux dispositions des réglementations relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 5. La formation se compose de deux modules pour chaque rang de promotion, d'une durée totale de 6 jours.

Pour la promotion à un grade de rang 25, la formation comporte :

1° un module sur la rédaction administrative;

2° un module sur la gestion des conflits.

Pour la promotion à un grade de rang 22, la formation comporte :

1° un module d'initiation à l'informatique;

2° un module sur l'organisation du travail.

Pour la promotion à un grade de rang 35, la formation comporte :

- 1° un module sur l'organisation du travail;
- 2° un module sur la communication.

Art. 6. La réussite de la formation implique que le fonctionnaire ait participé avec assiduité à la formation. Par assiduité, il y a lieu d'entendre la présence effective du fonctionnaire pendant tout le déroulement de la formation.

Une absence n'est admise qu'en cas de force majeure reconnu par le responsable du service de la formation et de l'information.

En toute hypothèse, l'absence ne peut excéder un jour ou deux demi-jours.

Les supérieurs hiérarchiques ne peuvent s'opposer à la participation d'un fonctionnaire à la formation.

Art. 7. A l'issue d'un module de formation, pour autant que les conditions de participation visées à l'article 6 soient remplies, une évaluation de l'acquis est organisée selon l'une des modalités suivantes : oralement, par écrit.

La formation est réussie si le fonctionnaire obtient une cotation de 60 % pour l'ensemble des modules de formation.

CHAPITRE III. — *De la Commission d'évaluation*

Art. 8. Il est constitué une commission d'évaluation de l'acquis, présidée par le fonctionnaire dirigeant ou un membre du conseil de direction qu'il désigne en cas d'absence ou d'empêchement.

Le secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire de niveau 1 des services du Collège désigné par le fonctionnaire dirigeant.

La commission se compose également, par module de formation, de trois assesseurs n'appartenant pas aux services du Collège, désignés sur la proposition du responsable du service de la formation et de l'information, par le membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions.

Le formateur pour le module de formation qui le concerne et un fonctionnaire de niveau 1 siègent d'office au sein de la commission.

En cas d'empêchement ou d'absence d'un assesseur, il est remplacé par un suppléant désigné selon les mêmes modalités que les assesseurs effectifs.

Art. 9. A l'issue des deux évaluations de l'acquis pour chaque rang de promotion, la commission d'évaluation décide si le candidat a réussi ou n'a pas réussi.

Le Président et le Secrétaire de la commission d'évaluation n'ont pas voix délibérative.

Art. 10. Les décisions motivées de la commission sont consignées dans des procès-verbaux de clôture de l'évaluation de l'acquis, signés par les membres de la commission ayant voix délibérative.

Les candidats sont répartis dans l'ordre alphabétique en quatre listes :

- 1° non admission à l'évaluation;
- 2° réussite;
- 3° non réussite;
- 4° absence à l'évaluation.

Chaque fonctionnaire concerné est informé par courrier du résultat de son évaluation de l'acquis dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la signature du procès-verbal de clôture.

Art. 11. Dès réception de la convocation pour chaque module de formation, les candidats peuvent prendre connaissance de la composition de la commission d'évaluation auprès du service de la formation.

Art. 12. Il est établi un règlement de l'évaluation de l'acquis pour chaque rang de promotion.

Le règlement de l'évaluation de l'acquis est fixé, sur proposition du responsable de la formation et de l'information, par le membre du Collège chargé de la fonction publique.

Le service du personnel communique le règlement de l'évaluation de l'acquis à tous les fonctionnaires qui sont susceptibles de remplir les conditions de participation à la formation en même temps que le formulaire d'inscription aux formations.

Art. 13. Le fonctionnaire qui a suivi la formation bénéficie d'une dispense de service d'un jour ou de deux demi-jours pour la préparation à l'évaluation de l'acquis.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 15. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mars 1999.

Par le Collège :

Le Membre du Collège, chargé de la Fonction publique,
E. TOMAS

Le Président du Collège,
H. HASQUIN

VERTALING

N. 99 — 886

[C - 99/31108]

4 MAART 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de bepalingen inzake de opleidingen die toegang verlenen naar een graad in de rangen 25, 22 en 35

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 79 en artikel 79bis, ingevoegd door de bijzondere wet van 16 juli 1993,

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4 ;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4 ;

Gelet op de Protocols 97/29 van 23 december 1997 en 98/16 van 9 juli 1998 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie ;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, gegeven op 14 mei 1998 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand ;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 december 1998 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996 ;

Op voorstel van het Lid van het College belast met Ambtenarenzaken ,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Dit besluit regelt en aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK II. — De opleiding

Art. 2. De ambtenaren met een graad in rang 24 die minstens een graadanciënniteit hebben van 3 jaar kunnen de opleiding volgen die toegang verleent naar een graad in rang 25.

De ambtenaren met een graad in rang 20 die minstens een graadanciënniteit hebben van 3 jaar kunnen de opleiding volgen die toegang verleent naar een graad in rang 22.

De ambtenaren met een graad in rang 34 die minstens een graadanciënniteit hebben van 3 jaar kunnen de opleiding volgen die toegang verleent naar een graad in rang 35.

Art. 3. De ambtenaren die, op 1 september 1998, houder zijn van een graad in rang 22 en die minstens een graadanciënniteit hebben van 15 jaar kunnen, bij wijze van overgang, de opleiding volgen die toegang verleent naar een graad in rang 25.

De ambtenaren die, op 1 september 1998, houder zijn van een graad in rang 20 of 21 en die minstens een graadanciënniteit hebben van 3 jaar kunnen, bij wijze van overgang, de opleiding volgen die toegang verleent naar een graad in rang 22.

De ambtenaren die, op 1 september 1998, houder zijn van een graad in rang 32 of 33 en die minstens een graadanciënniteit hebben van 15 jaar kunnen, bij wijze van overgang, de opleiding volgen die toegang verleent naar een graad in rang 35.

Art. 4. De opleiding wordt georganiseerd door de verantwoordelijke van de opleiding en informatie van de diensten van het College. De opleiding vangt een eerste keer aan tijdens het laatste trimester 1998 en nadien in alle oneven jaartallen, te beginnen vanaf 2001.

De opleiding wordt toevertrouwd aan opleiders die niet werkzaam zijn binnen de diensten van het College, aangesteld overeenkomstig de bepalingen van de regelgeving inzake de overheidsopdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten.

Art. 5. De opleiding bestaat uit twee pakketten voor elke bevorderingsrang en duurt in totaal 6 dagen.

Voor de bevordering naar rang 25 bestaat de opleiding uit :

1° een pakket administratief opstellen ;

2° een pakket geschillenbeheer ;

Voor de bevordering naar rang 22 bestaat de opleiding uit :

1° een inleiding tot de informatica ;

2° een pakket over arbeidsorganisatie ;

Voor de bevordering naar rang 35 bestaat de opleiding uit :

1° een pakket over de arbeidsorganisatie ;

2° een pakket communicatie.

Art. 6. Om te slagen voor de opleiding moet de ambtenaar de opleiding nauwgezet gevolgd hebben. Onder nauwgezetheid wordt verstaan de fysieke aanwezigheid van de ambtenaar tijdens de hele opleiding.

Afwezigheid wordt enkel aanvaard in geval van overmacht die door de verantwoordelijke van de dienst opleiding en informatie is erkend.

De afwezigheid mag in ieder geval niet langer duren dan een dag of twee halve dagen.

De hiërarchische oversten kunnen zich niet verzetten tegen de deelname van een ambtenaar aan de opleiding.

Art. 7. Op het einde van een cursuspakket en voor zover de deelnemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 6 zijn nageleefd, wordt de verworven kennis getoetst op volgende wijze : mondeling, schriftelijk.

De opleiding wordt met vrucht volbracht als de ambtenaar 60% haalt voor alle opleidingspakketten.

HOOFDSTUK III. — *De evaluatiecommissie*

Art. 8. Er wordt een commissie opgericht die de kennis evalueert en die is voorgezeten door de leidend ambtenaar of een lid van de directieraad die eerstgenoemde aanduidt als hij aanwezig of verhinderd is.

Het secretariaat van de commissie wordt verzorgd door een ambtenaar van niveau 1 van de diensten van het College die is aangeduid door de leidend ambtenaar.

De commissie is eveneens, per module, samengesteld uit drie bijzitters die niet behoren tot de diensten van het College, aangesteld op voorstel van de verantwoordelijke van de dienst opleiding en informatie door het lid van het College bevoegd voor Ambtenarenzaken.

In de commissie zetelen de opleider van desbetreffende module en een ambtenaar van niveau 1.

Bij afwezigheid of verhindering van een bijzitter wordt deze vervangen door een plaatsvervanger die is aangeduid op dezelfde wijze als de echte bijzitters.

Art. 9. Op het einde van de twee evaluaties van de kennis voor iedere bevorderingsrang beslist de evaluatiecommissie of de kandidaat al dan niet geslaagd is.

De Voorzitter en de Secretaris van de Evaluatiecommissie zijn niet stemgerechtigd.

Art. 10. De gemotiveerde beslissingen van de commissie worden opgenomen in de processen-verbaal van sluiting van de evaluatie die door de stemgerechtigde leden van de commissie zijn ondertekend.

De kandidaten worden in alfabetische volgorde verdeeld over vier lijsten :

1° niet toegelaten tot evaluatie ;

2° geslaagd ;

3° niet geslaagd ;

4° afwezig op de evaluatie.

Iedere betrokken ambtenaar wordt via de post in kennis gesteld van het resultaat van zijn evaluatie binnen de vijftien werkdagen na de ondertekening van het proces-verbaal van sluiting.

Art. 11. Zodra de kandidaten hun oproepingsbrief hebben ontvangen voor iedere opleidings-module, kunnen zij kennis nemen van de samenstelling van de evaluatiecommissie bij de opleidingsdienst.

Art. 12. Er wordt een evaluatiereglement opgesteld voor iedere bevorderingsrang.

Het evaluatiereglement wordt vastgelegd op voorstel van de verantwoordelijke opleiding en informatie, door het lid van het College bevoegd voor ambtenarenzaken.

De personeelsdienst maakt het evaluatiereglement bekend aan alle ambtenaren die voldoen aan de deelnemingsvoorwaarden voor de opleiding alsook het inschrijvingsformulier voor de opleidingen.

Art. 13. De ambtenaar die de opleiding heeft gevolgd, krijgt een dag of twee halve dagen vrij om zich voor te bereiden op de evaluatie.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 15. Het Lid van het College, bevoegd voor Ambtenarenzaken, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 maart 1999.

Voor het College :

Het Lid van het College, bevoegd voor Ambtenarenzaken,

E. TOMAS

De Voorzitter van het College,

H. HASQUIN